

TERMES DE REFERENCE POUR UN(E) STAGIAIRE NATIONAL(E)

Contexte et Justification

Le Burundi est un pays de plus 13 millions d'habitants, densément peuplé (413 habitants/km²), faiblement urbanisé (12%), où les enfants âgés de moins de 18 ans représentent 48% de la population totale. Bien qu'en recul, l'indice de fécondité reste élevé (4,8 enfants par femmes en 2017) et les projections démographiques prévoient un doublement de la population d'ici trente ans¹. En 2050, la population urbaine pourrait représenter près d'un quart du total de la population et le nombre d'enfants pourrait dépasser 6,7 millions, contre 5,6 aujourd'hui². Dans ce contexte, la pression sur les systèmes éducatifs et de santé et la demande en matière de nutrition, d'EHA, de protection et de participation devraient rester particulièrement fortes.

En plus de son exposition aux aléas climatiques qui rendent le pays vulnérable aux inondations, aux glissements de terrains et aux épidémies, le Burundi a aussi connu des décennies de conflits armés qui ont affecté la capacité du pays à offrir un environnement de vie propice à ses citoyens.

En outre, depuis 2015, le Burundi fait face à une situation politique et sécuritaire qui a porté un coup fatal sur son économie et la capacité des ménages, surtout les plus vulnérables, à subvenir aux besoins de base de leurs enfants.

L'UNICEF, à travers la section Politiques Sociales et Plaidoyer (PSP), appuie les efforts du Gouvernement visant à réduire la pauvreté multidimensionnelle des enfants et à créer une base factuelle solide pour la prise de décisions en matière de droits de l'enfant. En poursuivant cet objectif, le programme contribue à la réalisation de l'objectif de développement durable 1 (éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde). Il s'attache en particulier à : i) identifier et suivre les enfants les plus vulnérables et leurs privations ; ii) analyser les investissements en termes d'allocations budgétaires accordées aux secteurs sociaux et qui affectent les besoins des enfants, iii) veiller à ce que les ressources publiques accordent la priorité aux interventions axées sur les enfants et fondées sur des preuves et atteignent les bénéficiaires comme prévu ; et iv) renforcer la conception, la mise en œuvre et l'intensification des interventions de protection sociale en faveur des enfants les plus vulnérables et de leurs familles.

L'un des défis auxquels les acteurs ont dû faire face est, entre autres, la qualité de la documentation, l'intégration du genre et les analyses budgétaires dans certains secteurs comme la la petite enfance, le genre, etc.

Il devient de plus en plus crucial de familiariser les jeunes générations d'étudiant(e)s avec le travail de politique sociale et les analyses budgétaires et économiques afin de les motiver sur des éléments de politiques sociales et renforcer progressivement la force de travail nationale pour améliorer la prévention et la réponse en faveur des enfants vulnérables. Une des pistes à explorer est le placement des jeunes qui sont motivés auprès des acteurs opérationnels dans le domaine y compris certaines agences des Nations Unies dont l'UNICEF.

Missions

1. Objectif

Permettre au stagiaire de se familiariser avec les domaines d'engagement de la section PSP, en particulier les questions d'analyses budgétaires dans les secteurs de la vie du pays en général et les secteurs sociaux en particulier, la participation au suivi de la mise en œuvre de la budgétisation par programme et du programme de renforcement des capacités sur la gestion des finances publiques aux niveaux central et local, le costing des interventions de la nutrition incluant ses systèmes

¹ ISTEERU, FNUAP (2017), Projections démographiques 2010-2050

² *Ibid.*

(alimentaire, éducation, Wash, protection), les analyses de la pauvreté des enfants et de mieux comprendre l'environnement opérationnel dans lequel l'UNICEF et ses partenaires travaillent au Burundi.

2. Référence au plan annuel de travail

Ce stage s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du plan de travail de la section PSP de l'UNICEF au Burundi, dont les activités visent à soutenir ces efforts et engagements du Burundi spécifiquement dans son volet sur la collecte des données visant l'analyse de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants, et concernant les dépenses publiques du secteur social pour orienter le plaidoyer et les programmes, ainsi que les programmes de protection sociale.

3. Activités et Taches spécifiques

1. Appuyer la section dans la constitution et l'analyse des bases de données budgétaires et financières qui servent aux analyses budgétaires (Budget briefs) des secteurs sociaux y compris la nutrition et l'analyse budgétaire nationale ainsi que l'appui dans leur dissémination.
2. Appuyer dans la dissémination de l'analyse de la pauvreté monétaire et non monétaire des enfants au Burundi.
3. Appuyer la section dans la mise en œuvre de la budgétisation par programme
4. Appuyer dans la mise en œuvre du plan d'actions de suivi du programme de renforcement des capacités sur la gestion des finances publiques aux niveaux central et local.
5. Appuyer dans la mise en œuvre de l'étude « Costing des interventions de la nutrition a travers différents systèmes ».
6. Appuyer dans l'analyse des données quantitatives des recherches effectuées dans le cadre de la section SPA, comme la collecte des données en temps réel (RTM).
7. Participer aux travaux de revues des analyses en matière de protection sociale
8. Appuyer la section dans la préparation des activités avec les partenaires y compris les formations, les rencontres techniques, etc.
9. Assister dans la révision et traitement des documents réceptionnés par la section y compris les propositions de projets, termes de référence.
10. Accompagner l'équipe dans les rencontres avec les partenaires y compris les réunions de coordination.
11. Soutenir la préparation de rapports aux donateurs.

12. Capacités et aptitudes

1. Qualifications :

Avoir terminé un programme de licence/BACIII en statistique, en sciences sociales ou toute autre discipline similaire.

2. Expérience professionnelle :

Aucune expérience professionnelle n'est exigée. Cependant, la participation dans une association de jeunes ou toute autre initiative impliquée dans le développement social de son quartier et son Université serait un atout.

Le (la) candidat(e) devrait en outre avoir et prouver l'intérêt dans le domaine des droits de l'enfant, des secteurs sociaux, et en particulier les questions des finances publiques ainsi que dans le domaine de recherche, le suivi et évaluation.

3. Compétences :

- Avoir des compétences dans l'organisation et la facilitation d'ateliers et/ou formations.
- Avoir des compétences dans la rédaction des documents, de rapport ainsi que la synthèse de documents.
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Internet Explorer).
- Avoir une bonne connaissance dans l'analyse et la gestion des données avec une maîtrise des logiciels appropriés.
- Le stagiaire ne peut pas avoir de membre de famille (mère, père, frère, sœur) proche travaillant pour l'UNICEF.

13. Langues :

Excellente connaissance du français. La connaissance de l'anglais constitue un atout.

Questions/Considérations administratives

Le stagiaire sera sous la supervision du Chef PSP de l'UNICEF et travaillera en collaboration étroite avec l'équipe PSP.

Conditions de travail.

- Le/la stagiaire a accès aux véhicules de l'UNICEF seulement pendant les heures de service et pour l'accomplissement des tâches relatives à son stage.
- Pendant la durée du stage, le / la stagiaire est soumis (e) au respect du code de conduite du staff des Nations Unies dont il/ elle prendra connaissance lors de son introduction y compris sur la prévention des abus et exploitations sexuelles.
- Le début du stage est fixé au mois de juillet 2023.